

Les Vénézuéliens sont 5 000 à quitter le pays chaque jour

Une crise économique catastrophique a succédé, au Venezuela, aux généreuses années Chavez, quand les bénéfices du pétrole étaient utilisés en faveur des pauvres et que cette politique ajoutait un an à l'espérance de vie du Vénézuélien. Depuis 2015 et la subite aggravation des problèmes, 1,9 million de personnes ont quitté le pays, ce qui en fait le plus grand mouvement de population dans l'histoire récente de l'Amérique latine, selon le Haut-commissariat aux réfugiés de l'Onu.

5 000 départs par jour

Au rythme de 5 000 départs par jour, la crise vénézuélienne déborde sur les pays voisins, qui ont répliqué, l'été dernier, par des mesures anti-migra-

tion, dont la mobilisation de l'armée brésilienne. La semaine dernière, l'Argentine, le Canada, le Chili, la Colombie (dont le gouvernement est à couteaux tirés avec celui de Caracas depuis plusieurs années), le Paraguay et le Pérou ont demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'ouvrir une enquête pour crimes contre l'humanité au Venezuela – première démarche de ce type dans l'histoire de la CPI.

Alors qu'un attentat raté a visé le président Nicolas Maduro en août dernier, le secrétaire général de l'Organisation des États américains, l'Uruguayen Luis Almagro a déclaré en Colombie, le 14 septembre, qu'il ne fallait exclure aucune option au Venezuela, notamment "une intervention militaire visant à renverser le régime", suggestion rejete-

tée immédiatement par onze pays latino-américains.

Intervention militaire ?

Cela n'a pas empêché Nikki Haley, ambassadrice des États-Unis à l'Onu de participer, mégaphone à la main, à une manifestation anti-Maduro à New York le 28 septembre, tandis que Donald Trump venait de déclarer que son homologue vénézuélien pourrait être "renversé très rapidement par l'armée si les militaires décidaient de le faire".

Rarement la tension aura-t-elle été si haute. Pour comprendre comment le pays qui dispose des plus grosses réserves pétrolières au monde en est arrivé là, il faut revenir à la genèse de la crise.

MFC

C'est le plus grand mouvement de population dans l'histoire récente de l'Amérique latine, selon l'Onu.

Absence de modernisation de l'outil et chute des cours du pétrole

Entretien Marie-France Cros

Pour revenir à la genèse de la crise, nous avons interrogé l'économiste Xavier Dupret, de la Fondation Jacquemotte, spécialiste du Venezuela.

Qu'est-ce qui a causé cette terrible crise économique ?

Elle a plusieurs origines. D'abord la chute de la production de pétrole vénézuélien depuis plusieurs années. Il n'y a pas eu de modernisation, voire d'entretien, de l'outil. Tant et si bien qu'aujourd'hui une partie des réserves annoncées – le Venezuela a les plus importantes réserves du monde – est constituée de schistes bitumeux, la société nationale PDVSA (Petroleos de Venezuela S.A.) n'a pas les outils, ni la technologie pour les exploiter. Ensuite la chute des prix du pétrole depuis 2014-2015. Et enfin, le gouvernement chaviste n'a pas diminué ses dépenses quand ses ressources se sont amoindries.

Tout cela a créé une crise économique qui s'est emballée depuis 2017, notamment en raison des sanctions américaines et européennes, qui rendent difficile un refinancement extérieur. La Chine a bien prêté de l'argent contre du pétrole mais elle est inquiète en raison de la gestion laxiste du secteur par les autorités vénézuéliennes depuis Chavez. Le seul recours de Caracas a alors été la planche à billets.

Ce qui a créé une inflation extraordinaire...

En mai 2018, elle atteignait 45 000% sur un an. C'est énorme – assez pour qu'on n'en rajoute pas encore en exagérant les chiffres à 1 million de % comme le font certains. La crise vénézuélienne d'hyperinflation est la 23^e plus importante sur les 56 crises recensées dans l'histoire depuis le XVIII^e siècle. La pire a été celle survenue en Hongrie en 1946. Elle est inférieure à celle qu'a connue l'ex-Yougoslavie dans les années 90 ; elle est comparable à ce qu'ont connu la Bolivie et l'Argentine dans les années 80-90.

Cette crise vénézuélienne est-elle liée à une crise plus générale de tout le continent ?

Les pays latino-américains ne vont pas bien mais tous ne sont pas en hyperinflation. Le Venezuela est véritablement l'homme malade du continent. Il est cependant difficile d'en parler en raison de l'hostilité mutuelle des camps en présence. Pour la gauche, la crise est due aux sanctions (qui ont aggravé le problème, oui, mais il existait déjà) et au "grand complot" contre le régime bolivarien. La droite attribue la crise à la corruption, qui est pourtant endémique au Venezuela depuis la nationalisation du pétrole, dans les années 70 (qui a amené beaucoup d'argent dans les caisses de l'État) ; pourquoi s'en indigner aujourd'hui seulement ? Il n'y a d'ailleurs pas de lien entre corruption et hyperinflation : le président argentin Carlos Menem, dans les années 90, dirigeait un régime ultra-corrompu mais il a maté l'hyperinflation.

La crise vénézuélienne est une crise interne, liée à l'incompétence du gouvernement. Et des facteurs extérieurs l'ont amplifiée.

En quoi le gouvernement de Caracas a-t-il été incompétent ?

Le pétrole, au Venezuela, avait été nationalisé dans les années 70 sous le président social-démocrate Carlos Andres Perez – qui fut jugé pour corruption – un familier du Forum économique de Davos. Hugo Chavez s'est attaqué à la manière dont PDVSA était gérée : comme un État dans l'État. Fort bien. Il aurait pu le faire dans le cadre de l'Opep (Organisation des pays producteurs de pétrole) ou, comme la Bolivie du socialiste Evo Morales, avec l'aide de la Norvège, ce qui a été un succès économique. Non, Chavez a fait cela de manière fantaisiste. Les nationalisations ont été mal conduites, sans planification – car le Venezuela n'est pas une économie socialiste mais pétro-rentière.

Quelle part joue la personnalité du président Nicolas Maduro dans la crise ?

Je ne suis pas psychologue. Mais on constate, en Amérique latine, une incapacité à amener de nouvelles générations au pouvoir, à susciter un vrai débat. Il y a beaucoup de chefs qui aiment à s'entourer de "yes men". Maduro était un de ces derniers pour Chavez. Il

a été promu par la révolution bolivarienne mais il était là avant tout parce qu'il n'était pas encombrant. Comme le dit le politologue argentin Ernesto Laclau, spécialiste du populisme, il y a sur le continent une fragilité institutionnelle. Le Venezuela porte jusqu'à la catastrophe ce type de caractéristique.

Un coup d'État est-il possible ?

S'il y en a un, il viendra de l'intérieur du chavisme ; ce sera une révolution de palais. Mais une intervention militaire ne fonctionnera pas. Le chavisme sera au XXI^e siècle ce que le péronisme a été au XX^e : il fait l'objet d'un culte des pauvres, parce qu'il est le seul à leur avoir porté une réelle attention. On peut évaluer de 25 à 30% des Vénézuéliens les partisans du gouvernement, dans un pays où les armes circulent partout. Si l'armée se divisait entre pro-Maduro et pro-Washington, on irait vers une situation à la syrienne aux portes mêmes des États-Unis. La polarisation est énorme et les haines tenaces ; opposition et maduristes se considèrent mutuellement comme illégitimes.

Il faudrait arriver à ce que le régime Maduro se rende compte de l'impasse dans laquelle se trouve le pays et appelle l'opposition constructive à entrer dans une dynamique de transition, en vue d'élections à moyen terme. Mais ce schéma n'est pas du tout à l'ordre du jour aujourd'hui chez les maduristes, qui comptent sur la présence de conseillers cubains dans l'armée, l'appui de la Russie et le rapprochement avec la Chine pour protéger le régime.

Quelles sont les chances de succès du petro, la cryptomonnaie sur laquelle doit s'appuyer le bolivar souverain, nouvelle monnaie nationale ?

Le petro est basé sur l'évolution des cours du pétrole. Mais qui garantit que je pourrai le changer en dollars ? De plus, si le prix du pétrole augmente mais que le Venezuela en produit peu, le petro ne vaudra rien. Caracas annonce une reprise de la production ; ce ne peut être que grâce à des sociétés privées et, dans ce cas, le gouvernement n'aura droit qu'à des royalties, pas à la totalité des bénéfices comme avec PDVSA.

On peut aussi imaginer que la Chine décide que les réserves de pétrole du Venezuela sont assez stratégiques pour qu'elle mette une centaine de milliards de dollars sur la table. Il faudra oublier, alors, le schéma "gouvernement d'union nationale" évoqué plus haut ; le pays deviendrait très autoritaire et centralisé, avec un pouvoir important à l'armée.

"Cette crise d'hyperinflation est la 23^e plus importante sur les 56 recensées depuis le XVIII^e siècle."



Xavier Dupret
Économiste à la Fondation Jacquemotte.